

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

ÉDITORIAL

Entre espoir et réalisme

L'élection de Barack Hussein Obama à la présidence des Etats-Unis constitue un événement historique de la vie politique américaine et même pour l'ensemble de la planète. Elle représente un symbole extraordinaire dans un pays qui connaissait encore la ségrégation raciale il y a quelques décennies. D'autre part, on ne peut qu'être impressionné par l'éloquence et l'intelligence politique de cet homme.

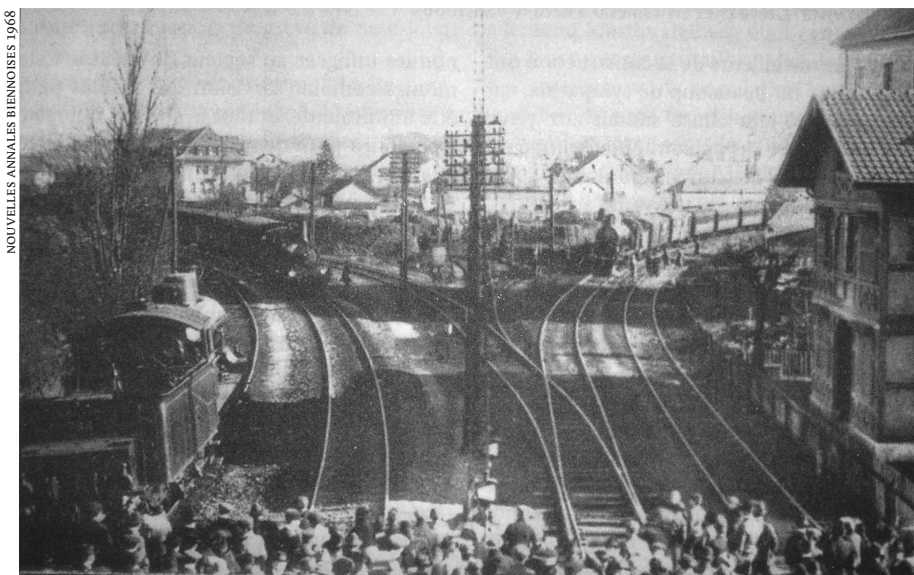
Cependant, au-delà de l'enthousiasme et des espoirs qu'inspire cette élection, il faut aussi garder les pieds sur terre, d'une part, pour ne pas «tomber de haut» en se faisant des illusions sur les changements qu'apportera ce nouveau président et, d'autre part, pour mesurer lucidement les possibilités d'action du nouveau président.

Tout d'abord, même si cette victoire est plus que réjouissante, il faut bien dire qu'elle a eu lieu contre un adversaire républicain, dont le parti était en bout de course après huit années catastrophiques d'administration Bush.

Si l'on peut légitimement espérer que la nouvelle administration Obama se démarquera de l'ère catastrophique de G.W. Bush sur de nombreux dossiers importants (assurance-maladie, Irak etc.), il ne faut pas s'attendre à de profonds changements dans d'autres domaines. Sur le plan international, la priorité de la Maison blanche restera la défense des intérêts de la première puissance mondiale.

Cette élection arrive également dans un contexte de crise économique dont l'ampleur n'a de loin pas encore atteint son paroxysme. Ce contexte pèsera lourdement sur les possibilités de réforme du président, même avec une majorité démocrate au Congrès et au Sénat.

Red.



Novembre 1918 - Gare de Bienne: Les grévistes stoppent les trains de Berne et Delémont.
Cette photo ainsi que celle de la page 5 sont issues de la brochure de l'USS *La grève, ça paie!*

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

1918-2008: la grève générale a 90 ans!

Il y a 90 ans, la Suisse connaissait l'unique grève générale de son histoire. Un événement majeur pour le monde ouvrier et toute la société helvétique. Novembre 1918: en cette période agitée, la Suisse ressemble à une cocotte-minute prête à exploser. La révolte de la population, frappée de plein fouet par une inflation et une baisse du pouvoir d'achat spectaculaires, va donner naissance au plus important conflit social de ce pays.

Dans ce dossier, *Pages de Gauche* revisite les événements de 1918, mais ne se contente pas d'une analyse historique. Nous vous proposons un voyage à travers ces 90 dernières années, leurs mythes et les succès réalisés. Après un recensement des grèves en Suisse, nous tenterons de mettre en perspective la grève de 1918 et les conflits de ces dernières décennies, mais aussi ceux à venir, dans l'économie et le marché du travail globalisés du XXI^e siècle. Afin de saisir pleinement ce qu'elle a enseigné au monde ouvrier et l'entier de la gauche, mais aussi de mieux mesurer ce que représente une grève pour les travailleur-se-s concernés et quelle est la place, de nos jours, de cet instrument de lutte pour les travailleurs. Un instrument qui a un prix, mais qui porte ses fruits. Aujourd'hui comme il y a 90 ans.

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort:
Crise: le capitalisme financier à la dérive.

Page 4

Cantons:
FR: La gauche contre la libéralisation de l'ouverture des commerces

Page 13

Histoire:
Allemagne: une révolution qui aurait pu changer l'Histoire

Page 15

Les fêtes de fin d'année approchent, avec leurs lots de cadeaux (pas toujours réussis).

Vous voulez faire un geste engagé mais également être sûr-e de faire plaisir?

OFFREZ UN ABONNEMENT A PAGES DE GAUCHE!

Ecrivez-nous à *Pages de gauche*, CP 7126, 1002 Lausanne ou envoyer une demande en ligne, sous l'onglet «abonnement» de notre site internet: www.pagesdegauche.ch

Halte au «progrès»

Les journalistes sont prompt-e-s à relever les soi-disant contradictions des partis. La presse s'émeut ainsi de la présentation d'une femme à une élection par un parti de droite, voyant là le signe d'un progressisme paradoxal. Une erreur se glisse cependant dans leurs colonnes: il ne faut pas voir la nomination de candidates comme un changement dans l'idéologie paternaliste et conservatrice de la droite.

Bien au contraire. L'exemple des candidates de l'élection présidentielle américaine est parlant. Comme l'écrit Gloria Steinem dans le *Los Angeles Times*, «Palin ne partage rien d'autre qu'un chromosome avec Clinton». Sur le féminisme, leurs différences sont résumées ainsi par Latifa Lylel, vice-présidente de NOW (*National Organization for Women*): «Nous dénonçons à l'unisson le sexisme dont Palin est parfois la victime, mais le féminisme n'a jamais eu pour objet de faire obtenir un poste à une femme, plutôt de rendre la vie plus juste pour l'ensemble des femmes. C'est ce à quoi visait Hillary Clinton, ce qui a influencé Obama. En aucun cas Sarah Palin.»

Car Palin ne cache que les stéréotypes conservateurs et bigots du Parti républicain. Elle défend ainsi une conception patriarcale de la famille et veut revenir en arrière sur les droits acquis par les femmes, notamment sur l'avortement. Les médias sont-ils aveugles et sourds? Mais les médias s'intéressent plus à leur apparence qu'à leur discours. Hillary n'était pas assez jolie, Sarah est trop sexy et dans les deux cas, cela les disqualifierait pour une charge politique! De toute façon, quand une femme a les

qualités que l'on recherche chez un homme politique, celles-ci deviennent insupportables. La fermeté et l'assurance des propos ou la capacité à décider deviennent tyrannie et arrogance si une femme en use. Nul doute que le sexisme a profité à Obama, qui est cependant resté muet sur les attaques dont Clinton était victime...

La droite ne contribue qu'à enfermer les femmes dans un rôle défini par le système patriarcal. Leurs candidates ne le sont que parce qu'elles se conforment en tous points au moule paternaliste. Et la presse de tous bords ferait mieux de s'attaquer aux propos ridicules et scandaleux de Palin plutôt qu'au prix de ses habits! Ce qui permettrait de dénoncer un stratagème douteux pour remettre les femmes à la place qui leur a été attribuée. La lutte contre la domination masculine n'est pas un objectif des partis conservateurs. Ni des partis de gauche d'ailleurs. Si l'égalité des sexes fait partie de leurs arguments de campagne, le traitement sexiste des femmes de gauche par leurs «camarades» est une triste réalité. Et Royal et Clinton ne sont certainement pas leurs dernières victimes. Mais pour ôter définitivement aux médias l'envie de voir un «progrès» dans les candidatures féminines de droite, une dernière citation de Steinem pour qui l'hypothèse médiatique d'un ralliement au ticket républicain pour protester contre l'exclusion de Clinton reviendrait à dire: «Quelqu'un a volé mes chaussures, je dois donc me faire amputer.»

Stéphanie Pache

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr. 29.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Benoît Gaillard, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Annabel Glauser, Lausanne.

Webmaster:

Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 USA: Entre espoir et réalisme
- 2 Halte au «progrès»
- 3 Crise économique: les dérives du capitalisme financier
- 4 Il faut plus de garderies!
- 5 à 10 Dossier: La grève
- 11 Afrique du Sud: la crise
- PS français: problème de ligne
- 12 Congrès du PSS suisse: bilan négatif
- Initiative contre la pauvreté
- 13 GE: autonomisation de l'Uni
- FR: Stop à la libéralisation
- 14 Livre: Mortelle amiante
- Nobel de littérature: Le Clézio
- 15 Allemagne 1918-19: une révolution trahie
- 16 La dernière



Crise économique: les dérives du capitalisme financier

Dans Pages de gauche, nous avons plusieurs fois analysé la financiarisation de l'économie qui nous semble avoir été le trait dominant du capitalisme ces vingt à trente dernières années. La crise actuelle n'est qu'une suite logique des dérives du capitalisme financier.

La financiarisation accrue de l'économie n'a rien de naturel. Elle résulte d'un modèle d'accumulation économique que l'on peut qualifier de «débridé» depuis les années 1980. Durant les trente glorieuses (1945-1975 environ) l'Etat-providence keynésien, ainsi qu'une classe ouvrière organisée dans les pays capitalistes, amenaient une forte régulation du secteur bancaire et financier. Cette organisation économique a été démantelée à partir du milieu des années 1970, à la suite des contre-réformes néo-libérales initiées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

L'ESSOR DE LA FINANCE

L'emprise croissante de la finance sur le reste de l'économie a été rendue possible par la libéralisation des marchés financiers et le développement de nouveaux produits financiers. Poussés par la maximisation des rendements, les acteurs financiers (banques, assurances, sociétés financières) ont démultiplié les possibilités de faire de l'argent: actions, obligations, devises, prêts immobiliers convertis en titres financiers. La croissance du secteur financier s'est traduit par la complexification des opérations financières et leur opacité croissante. Aucun régulateur public ne s'est donné les moyens de contrôler et réglementer cette sphère financière hypertrophiée.

Des activités autrefois cloisonnées telles que l'assurance et la banque ont été allègrement mélangées sous l'œil bienveillant de pseudo-régulateurs. Ainsi, au cours des vingt dernières années, les activités bancaires, notamment des grandes banques suisses, se sont profondément modifiées. La part des revenus des banques provenant de leurs opérations sur les marchés financiers (banque d'investissement) ont augmenté de manière consi-

dérable au détriment des revenus issus de leur politique de crédit.

Cet essor de la finance dérégulée a favorisé la spéculation et la rentabilité à court terme. La part des revenus du capital – au détriment des salaires – a fortement crû

... Si un des super-géants de la finance fait faillite, il risque d'entraîner avec lui l'ensemble du système économique...

ces vingt dernières années. C'est cette rapacité du patronat et des actionnaires qui explique le fort développement de l'économie financière, au détriment de l'économie dite «réelle», c'est-à-dire du capital financier plutôt que du capital industriel. En parallèle, les capacités de défense des salarié-e-s ont fortement décliné. L'écroulement de l'empire soviétique – une bonne chose en-soi – a encore accentué le rapport de force en faveur du capital.

En outre, le besoin de s'assurer une masse critique ont conduit à de très nombreuses OPA, absorptions et autres fusions dans le secteur financier ces dernières années. Les tendances monopolistiques du capital financier ont donc été exacerbées. Il en résulte des super-géants de la finance qui ont *de facto* achevé le processus de socialisation de l'économie. Concrètement, cela signifie que si l'un d'entre eux fait faillite, celui-ci risque d'entraîner avec lui l'ensemble du système économique. C'est pourquoi on dit de ces entreprises qu'elles sont «too big to fail», c'est à dire trop grosses pour faire faillite.

LES MESURES DE SAUVETAGE

Incitées par une politique monétaire expansionniste, combinée à l'absence de réglementation des nouveaux pro-

duits financiers (en particulier des prêts hypothécaires convertis en titres financiers échangés sur les marchés), les banques américaines, suivies par leurs consœurs étrangères, ont inondé les marchés de «produits toxiques» dont la valeur ne reposait sur rien de tangible. Face à l'ampleur de ce phénomène, la crise est brutale. A partir de là, les interventions de l'Etat pour sauver les instituts bancaires et rendre possible le fonctionnement du système financier devraient représenter une occasion unique pour refonder globalement l'architecture du système financier. Cependant, lorsque l'Etat intervient pour sauver des banques en mauvaise posture, il remplit son rôle de gardien de l'ordre capitaliste.

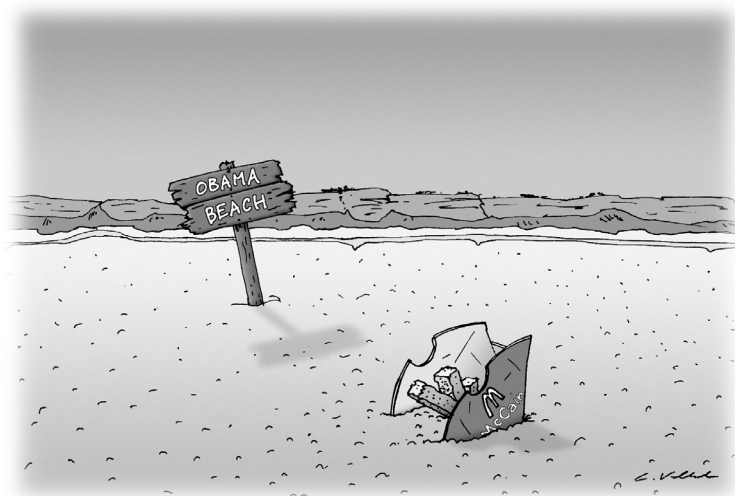
L'analyse de la droite peut toutefois être renversée. Comme l'a dit Susan George, présidente d'ATTAC, il faut «accepter qu'une banque qui est «too big to fail» – «trop grande pour faire faillite» – est aussi «trop grande pour rester aux mains du secteur privé»! A cet égard, la position de la gauche en Suisse est juste. Elle demande une réelle contre-partie

aux financements de l'UBS, c'est-à-dire une entrée importante de l'Etat dans le capital de l'entreprise et dans la conduite des affaires de cette banque, ainsi qu'une réglementation des activités financières.

Mais au-delà du cas de l'UBS, il s'agit de relancer le débat sur la socialisation effective du crédit. Alors que quelques groupes monopolistiques contrôlent ce marché, celui-ci reste un secteur d'importance vitale pour l'économie et la société. Dès lors, le soumettre au contrôle démocratique du public est une revendication que la gauche peut et doit porter. Ce qui est en cause dans cette crise, c'est non seulement la financiarisation de l'économie, mais surtout un système fondé sur l'exploitation des deux sources de la richesse humaine: le travail et la nature. La crise du capitalisme financier pose les bases pour remettre en cause ce système et donner l'avantage à la gauche dans une offensive résolue pour résoudre la crise sociale et la crise écologique qui menacent la survie sur Terre.

*Romain Felli
et André Mach*

ETATS-UNIS: LES RÉPUBLICAINS DÉBARQUÉS



Il est temps de prendre le problème du manque de garderies au sérieux!

En Suisse, il y a un besoin urgent d'ouvrir de nouvelles structures d'accueil pour les enfants de 0 à 12 ans, et d'offrir aux familles qui travaillent des solutions de garde valables pour leur progéniture.

Par Jennifer Ackermann, porte-parole des commissions du personnel d'entreprises vaudoises lors des Assises cantonales de la place industrielle

Les familles d'aujourd'hui et de demain n'ont plus les mêmes besoins que celles d'hier. En effet, l'économie bouge, les familles monoparentales se multiplient et il est de plus en plus rare que l'un-e des composants d'un couple puisse choisir d'être femme ou homme au foyer, tellement les dépenses des familles à bas revenu ont augmentés. Les membres des commissions du personnel d'entreprises de la place indus-

...Selon notre enquête, il y a 8000 places manquantes dans le canton de Vaud...

trielle vaudoise, voyant parmi leurs collègues un nombre impressionnant de familles dans la détresse, ne trouvant pas de place de garde pour leur enfant ou ayant des problèmes avec les horaires ou les tarifs de leur garderie, ont décidé de s'unir avec le syndicat Unia et de mettre en place un plan d'action pour essayer d'améliorer cette situation déplorable pour notre pays.

Nous avons donc, pour ce faire, décidé, en collaboration avec Unia, de mener deux enquêtes par questionnaire. L'une auprès de 60 garderies du canton de Vaud (+ Lausanne par l'intermédiaire du BIP, le bureau d'information parentale), l'autre auprès 1000 travailleurs et travailleuses dans les entreprises industrielles du canton de Vaud.

De ces études se sont dégagés clairement plusieurs éléments de réflexion, et elles nous ont permis de cerner plus précisément les lacunes et les

besoins des familles en matière de garde d'enfants durant les heures de travail.

UN MANQUE ÉNORME ET URGENT À COMBLER

Selon notre enquête auprès des garderies, il y a 8000 places manquantes dans le canton de Vaud. Du côté des employés interrogés, 80% d'entre eux, avec ou sans enfants, se déclarent favorables à la création d'une garderie dans leur entreprise.

Le manque le plus important concerne les enfants de 5 à 12 ans, soit dès leur scolarisation. En effet, bien que toujours insuffisantes, les garderies pour les enfants jusqu'à l'âge de 5 ans se développent de plus en plus tandis que les UAPE (unité d'accueil pour les écoliers) ont de la peine à s'organiser et à voir le jour. Les familles sont donc confrontées à un sérieux problème de garde lorsque leur(s) enfant(s), qui étaient en garderie jusque là, doivent commencer l'école et qu'ils se retrouvent sans solution du jour au lendemain.

La situation est d'ailleurs dramatique dans certaines communes comme par exemple celle d'Orbe qui disposait d'une UAPE pour les 5 à 7 ans. Cependant, par manque de places pour sa garderie, elle va devoir arrêter dès la rentrée 2009, ce qui laissera un nombre important de familles dans la détresse pour retrouver une place pour leur(s) enfant(s). Leur dernière solution sera de se tourner vers les mamans de jour qui sont déjà bien occupées (il n'y a donc aucune garantie que chaque famille trouvera une place pour son enfant) et qui ont des tarifs bien plus élevés que ceux de la garderie. On pourrait se demander ce qu'on attend de ses familles... Que leurs enfants se débrouillent seuls dès l'âge de 5 ans?

DES HORAIRES PAS ASSEZ FLEXIBLES NI UNIFORMISÉS

Certaines garderies ouvrent à 6h et d'autres à 8h30 pour fermer à 17h pour certaines et 19h30 pour d'autres. Le modèle le plus courant étant 7h30-18h, il ne permet pas à une famille de faire ses 8h30 de travail, son trajet aller-retour d'une heure et sa pause de midi d'une heure, sachant qu'il faut encore compter le temps d'accueil de l'enfant et le temps de retour. De plus, de nos jours, les patrons nous demandent de plus en plus souvent de faire des heures supplémentaires et les parents devant partir chercher leur enfant à la garderie doivent souvent demander à leurs collègues sans enfant de finir leur travail à leur place, ce qui cause de plus en plus de conflits au sein des entreprises. C'est pourquoi nous pensons qu'un horaire uniformisé pour toutes les garderies de 7h-19h nous semble important.

DES TARIFS INJUSTEMENT RÉPARTIS SELON LES RÉGIONS

Notre enquête a encore relevé la cherté des garderies pour les familles. Pour un revenu brut de 3000 CHF par mois, une famille monoparentale payera dans 60% des cas au minimum 20 CHF par jour, soit 440 CHF par mois, pour pouvoir mettre son enfant à la garderie! Et les tarifs sont très inégaux selon les régions. Pour exemple, avec un revenu brut de 4500 CHF, une famille paiera pour mettre son enfant à la garderie 600 CHF à St-Prex contre pas loin de 1000 CHF à Orbe.

Dire aux parents de se tourner vers les mamans de jour lorsqu'il n'y a pas de place dans les garderies n'est pas une solution! D'une part, il y a un manque de mamans de jour dans de plus en plus de communes. D'autre part, le prix d'une maman de jour est d'en moyenne 5 CHF de l'heure, plus les repas, ce qui demande un budget de 1200 à 1500 CHF par mois, quel

que soit le revenu de la famille, ce qui est totalement impensable pour une vendeuse qui gagne par exemple 3100 CHF.

LE CHEMIN EST ENCORE LONG...

Nous avons présenté nos deux études aux Assises de la place industrielle vaudoise début octobre, en présence de trois conseillers d'Etat, des représentants syndicaux et patronaux, ainsi que des commissions du personnel du canton.

... sérieux problème de garde lorsque les enfants doivent commencer l'école...

En résumé, nous avons certainement été entendus sur les sujets principaux, à savoir les problèmes d'horaires et de tarifs correspondants à la réalité des salaires et des régions. Les conseillers d'Etat présents ont partagé la notion d'urgence et de moyens à mettre en œuvre.

Nous avons aussi demandé qu'un coordinateur soit mis en place dans le but de faire le lien entre les entreprises qui veulent ouvrir des garderies sur le lieu de travail et les communes. Celui-ci serait en charge de toute la partie administrative et suivi des dossiers. Pour ce faire, il y aura des rencontres entre la FAJE (fondation pour l'accueil de jour des enfants), Unia et les milieux patronaux pour définir les possibilités de réalisation de ce projet.

Enfin, nous pensons que cette intervention débouchera sur plusieurs rencontres politiques et entre partenaires sociaux permettant à terme de résoudre un certain nombre de points dans la loi, qui ne permet actuellement pas une amélioration de la situation. Nous pouvons donc dire que c'est une étape très importante, couronné d'un vif succès, mais qu'un long chemin reste encore à parcourir.

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

Dans «Grève», il n'y pas que «rêve». Il y a réalité!

«Nous sommes sans vêtements; nous sommes sans boisson; nous sommes sans poison; nous sommes sans fourrage. Nous avons faim. Nous avons soif.» Ce cri de révolte nous parvient de la lointaine Egypte. Inconscients d'entrer dans l'Histoire, les ouvriers du temple de Thèbes posent leurs outils et défient l'autorité du Pharaon. Un scribe consciencieux, en tenant la chronique de leur lutte, nous livre le premier témoignage écrit d'une grève... C'était il y a plus de 4000 ans.

De l'Egypte ancienne à l'histoire récente de notre société, il n'y a qu'un pas. Et si le rapport de subordination des travailleur-se-s à leur employeur a pris, dans les termes, un autre nom que celui d'esclavage, il n'en demeure pas moins que les luttes, et les raisons de lutter contre de nouvelles formes de domination patronale, sont toujours d'actualité. La grève est un de ces moyens de lutte, extrême peut-être, mais pas dogmatique. Elle est une réponse à des attaques parfois d'une violence inouïe contre les droits fondamentaux des salarié-e-s. Elle est un acte social, politique, courageux, et aussi donc humain.

Faire grève, c'est avant tout inverser le rapport de production capitaliste qui lie le travailleur à son emploi: on stoppe le processus de production, on décide librement de se réapproprier ses forces productives en ne les mettant plus au service de son employeur.

Faire grève, c'est également se réapproprier ce lieu si familier qu'est le lieu de tra-

vail. Au fil des discussions, des assemblées, des repas en commun, des ateliers ou des actions, il devient l'expression concrète du mouvement.

En ce sens, la grève est donc considérée comme la sublimation de l'action collective, un moyen de refuser l'inévitabilité – en sous-basement

ARCHIVES DE WORK/AREA



Le message clair des travailleurs tessinois de la construction (2002)

des revendications propres à chaque conflit – de la domination du travail par le capital. C'est un appel au respect, à la dignité de tout un chacun, des idéaux que le mode de production capitaliste bafoue depuis trop longtemps.

Dire des grévistes qu'ils sont des «tire-au-flanc» ou des «dogmatiques», comme le veut la novlangue patronale, revient à dénier les énormes difficultés qu'induit une telle décision, et insulter la capacité de décision et discernement des travailleur-se-s concerné-e-s.

Mais il faut se garder d'édulcorer le tableau: la grève n'est pas une fin en soi mais bien

un moyen, qui a un prix, économique et humain. Ce d'autant plus qu'il n'existe bien entendu aucune garantie quant à l'issue d'un conflit, aussi âprement mené soit-il. Stress, tensions, pressions, ras-le-bol, crises de nerfs, peur. Autant de syndromes qui apparaissent lors d'un arrêt de travail, et qui font par-

profond, un sentiment d'appartenance à une même classe, solidaire contre les injustices.

Il y a 90 ans – en novembre 1918 –, la Suisse vécut au rythme de la seule grève générale de son histoire. *Pages de gauche* saisit l'occasion de cet anniversaire pour questionner l'actualité de la grève comme moyen de lutte. Nous nous attachons tout d'abord à rappeler les événements de 1918 et à déconstruire le mythe d'une Suisse exempte de toute forme de conflits sociaux, havre de la paix du travail. Nous donnons ensuite la parole à des grévistes afin de percevoir la réalité de ce moyen de lutte et le rapport entre celui-ci et les

... La justice sociale et le fonctionnement démocratique de nos sociétés sont-ils remis en cause? ...

tie de la réalité quotidienne des grévistes.

Pourtant, lorsque les travailleur-se-s arrivent à venir à bout de ces craintes, celles-ci peuvent faire place à des sentiments et des émotions infiniment valorisants et gratifiants. Car c'est aussi au travers de la grève que se (re)développe une certaine solidarité entre salarié-e-s. On n'est plus des «collègues», on est avant tout des êtres humains poursuivant le même intérêt et défendant les mêmes droits. C'est dans ce nouveau rapport humain, où tou-te-s tirent à la même corde et sont dans le même bateau, que peut trouver un ancrage

travailleur-euse-s. Nous terminons enfin par cette interrogation: la manière de faire grève doit-elle changer pour être efficace dans l'économie capitaliste globalisée du XXI^e siècle? Loin de la balancer, comme certain-e-s auraient tendance à le faire, dans les poubelles de l'Histoire, nous sommes persuadés que la grève sous toutes ces formes reste le moyen d'inverser – au moins provisoirement – les rapports de production qui régissent nos sociétés inégalitaires.

*Julien Wicki et
Maurizio Colella*

**Retour en arrière,
au coeur de la grève
générale de 1918.**

Historique des événements, enjeux et bilan de la lutte.

6

**Malgré le sacrosaint
principe de la «paix
du travail»:**

Conflits sociaux et arrêts de travail en Suisse au cours des 90 dernières années.

7

**Grève: acte social
et politique, mais
également moment
riche en émotions.**

Entretien avec Gianni Frizzo et Michele Nista.

8

**Le rôle des femmes
dans le conflit de
CFF-Cargo:**

Un appui indispensable, sur fond de reproduction des rapports de domination de genre.

9

Face à la mondialisation

Dans un marché qui ne connaît plus de frontières, quelles barrières doit abattre la lutte syndicale internationale?

10

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

Il y a 90 ans, la Suisse en grève

Le 12 novembre 1918, dans un contexte international troublé, les travailleuses et travailleurs suisses entament une grève générale de trois jours. Retour sur un mouvement qui a marqué l'histoire sociale et politique du pays.

Pour comprendre la grève de 1918, il faut remonter au déclenchement de la première guerre mondiale. Les gouvernements européens croient alors à un conflit localisé et bref, sur le modèle des guerres qui ont rythmé la fin du XIX^e siècle. Personne n'imagine alors la longueur et la violence de ce qui va devenir «la Grande Guerre». Cette imprévoyance débouche sur une dégradation extrêmement importante des conditions de vie de la population civile qui subit les improvisations des gouvernements.

L'AVEUGLEMENT DU CONSEIL FÉDÉRAL

Le Conseil fédéral ne déroge pas à la règle... En choisissant, par exemple, de demander de nouvelles liquidités à la Banque nationale afin de financer ses dépenses extraordinaires, il contribue à accroître fortement une inflation déjà favorisée par les difficultés d'approvisionnement. Entre 1914 et 1918, le prix du charbon quintuple, celui des pommes de terre triple; le pouvoir d'achat s'effondre. De plus, le gouvernement ne se borne pas à se tromper face à des phénomènes économiques, comme l'inflation, qu'il maîtrise mal. Il va délibérément faire porter l'effort de guerre sur la population en choisissant de recourir à l'augmentation des

impôts indirects. Guiseppe Motta, alors président de la Confédération, l'avoue en 1915: «(...) ce sont les petits [consommateurs] qui, proportionnellement, par le jeu même et par la nature de l'impôt indirect, apporteront l'obole la plus importante aux frais communs.» Pendant ce temps, les industries suisses s'enrichissent... Celles des métaux et de la chimie voient leurs bénéfices nets quadrupler entre 1914 et 1918. A la fin de la guerre, la population suisse, pourtant épargnée par les combats, n'en peut plus, d'autant plus que les soldats mobilisés ne touchent aucune allocation pour perte de gain.

LE MÉCONTENTEMENT S'ÉLARGIT

Peu à peu, le mécontentement s'élargit aux classes moyennes qui n'arrivent plus, elles non plus, à supporter l'augmentation du coût de la vie. Le 30 septembre 1918, ce qui aurait été impensable quelques années auparavant arrive: les employés de banque zurichois se mettent en grève, soutenus par l'Union ouvrière locale. La situation semble se détendre lorsque des négociations fructueuses sont menées entre le Conseil d'Etat zurichois et les grévistes. Mais, le 9 novembre, c'est la consternation parmi les organisations ouvrières. Contre l'avis du

gouvernement cantonal, le Conseil fédéral décide de faire occuper Zürich militairement. Il cherche, clairement, le rapport de force. Pourquoi? La démobilisation est proche, les empires centraux ont perdu la guerre et s'effondrent; le gouvernement suisse entend faire comprendre au prolétariat suisse pourtant peu revendicatif que les troubles révolutionnaires internationaux s'arrêteront à la frontière.

L'ÉPREUVE DE FORCE

Le comité d'Olten – un comité de liaison entre différentes organisations ouvrières créé quelques mois plus tôt – décrète d'abord une grève de protestation, puis une grève générale dès le 12 novembre. Une liste de revendications en neuf points est dressée. Celle-ci se concentre sur des réformes: l'AVS, la semaine de huit heures ou les droits politiques

... 25 000 personnes participent à la grève générale pendant trois jours...

pour les femmes. Elle se distingue surtout par un strict respect des institutions et des lois suisses. La réponse du gouvernement n'en est pas moins cinglante. Barricadé dans un hôtel bernois et ayant fait occuper le Palais fédéral, il refuse toute négociation et menace: soit

le mouvement prend fin, soit la troupe s'occupe de restaurer l'ordre. Après trois jours et la participation de 250 000 grévistes, le comité d'Olten appelle à la reprise du travail sans avoir rien obtenu. «C'est à pleurer, jamais une grève ne s'est effondrée si honteusement», déplore Ernst Nobs dans le *Volksrecht*.

DE L'UTILITÉ DE 1918

Malgré son échec apparent, la grève générale a profondément marqué les esprits. Si la bourgeoisie crie très rapidement au complot bolchevique (cf. encadré), elle comprend également la nécessité qu'il y a de mener une certaine politique sociale, ne serait-ce que pour s'assurer une adhésion minimale d'une part suffisante de la population. Quant au mouvement ouvrier, cette grève lui a permis de s'imposer en tant qu'acteur des scènes sociale et politique suisses et d'inscrire d'importantes réformes – la semaine de 48 heures, l'AVS, les droits politiques des femmes – même si certaines ne seront concrétisées que des années plus tard.

Julien Wicki

N.B. Cet article est une version raccourcie d'une série d'articles publiés dans *L'événement syndical* du 12 novembre.

ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Tournant majeur de l'histoire suisse, la grève générale de 1918 a été utilisée comme épouvantail par le «bloc bourgeois» pendant des décennies pour dénigrer l'ennemi principal: le Parti socialiste et les syndicats non communistes. Dans l'esprit, les écrits politiques et historiques et l'action de la droite, xénophobie, lutte contre la prétendue «surpopulation étrangère», anti-socialisme et dénonciation des méfaits de la grève générale ne font qu'un. D'après lecture bourgeoise, la grève générale aurait été importée depuis la Russie soviétique, elle aurait été financée par l'URSS, ses principaux initiateurs auraient été à la solde des bolcheviques etc. Bref, tout est entrepris pour faire croire que la grève serait contraire à la «façon d'être suisse» (Schweizerart).

Par ce biais, le spectre rouge devient une arme brandie à toute allure pour contrer les projets de changements structurels de la société et de l'économie helvétiques revendiqués par la gauche réformatrice. Ce n'est que 50 ans après la grève générale (et avec l'accès aux archives) que dans le sillage de témoignages et d'écrits de politiciens et de syndicalistes éclairés paraissent les premiers véritables travaux historiques qui rompent avec le verglas idéologique que la droite suisse impose à ce débat.

Avec les ouvrages pionniers de Willi Gautschi de 1968 (*Der Landesstreik 1918*) et l'ouvrage collectif dirigé par Marc Vuilleumier paru en 1977 (*La grève générale de 1918 en Suisse*), les principales raisons de ce conflit sont mis en évidence sans appel: la misère de plus en plus massive qui frappe des pans entiers de la population suisse – notamment dans les centres urbains, l'intensification de la participation des classes ouvrière et populaire aux activités politiques et syndicales du pays et la détermination d'une nouvelle génération de dirigeants amenée notamment par Robert Grimm. Quant à l'influence de l'URSS, elle aura été au mieux symbolique (l'anniversaire de la révolution d'octobre 1917). *PhMü*

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

Se réappropriier la mémoire des luttes

En comparaison internationale et surtout durant la période de haute conjoncture, entre 1950-1960, la grève n'est pas un outil fréquent de la classe ouvrière suisse. Pourtant, elle a une longue histoire en Suisse et depuis 2000, on assiste même à une recrudescence des conflits de travail qui aboutissent à des débrayages, des protestations de toutes sortes, voire des grèves plus longues.

Par Valérie Boillat, secrétaire syndicale, Unia, co-directrice de l'ouvrage *La valeur du travail, histoire et histoires des syndicats suisse*

Pour démontrer combien les études historiques officielles ont omis l'étude des conflits sociaux pour lui préférer la persistance du mythe de la paix sociale, le professeur Hans Ulrich Jost cite le cas d'un autre professeur, Erich Gruner. Ce dernier se voit refuser, en 1959, l'accès aux dossiers sur la grève générale de 1918, par le directeur des Archives fédérales. Motif invoqué: «Il faut impérativement renoncer à de telles études pour ne pas créer derechef un climat de lutte de classes en Suisse, et ainsi offrir à certains milieux des arguments pour leurs luttes politiques». En 1987, la revue alémanique *Widerspruch* publie un cahier spécial consacré à la fameuse question de la «paix du travail». Cette publication inaugure une série de lectures plus critiques appelant à se réapproprier la mémoire des grèves pour construire l'identité des travailleuses et travailleurs. Auparavant, à l'exception de rares travaux d'historien-ne-s, les grèves n'avaient été que peu étudiées et elles ne faisaient évidemment pas partie de la vulgate enseignée dans les écoles primaires et secondaires.

GRÈVES SUR 150 ANS

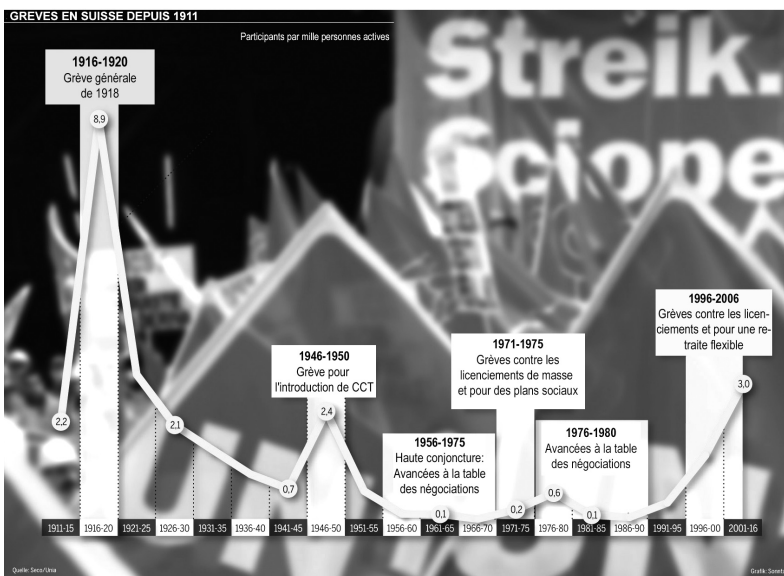
On ne sait que peu de choses sur les grèves du début du XIX^e siècle, mais au fait que vers 1850, les grèves ont pris de l'importance, notamment à Genève. Leur nombre a sensiblement augmenté entre 1868 et 1871 (env. 600 grévistes en 1871, année la plus calme, et jusqu'à 5300 grévistes en 1870).

Pour les années qui ne sont juste pas couvertes par le

graphique (cf. ci-contre), signalons qu'un pic se situe d'une part au tournant du siècle (grève générale, cantonale, en 1902, à Genève) et d'autre part en 1907, avec quelque 300 grèves sur tout le territoire.

Ensuite, comme on le voit sur le graphique, 1918 (grève générale) représente une

seconde pointe, jusqu'en 1925 environ. Puis, les années 1935 à 1940 furent aussi des années de grèves pour aboutir à la conclusion de contrats collectifs, dont celui de 1937 dans l'industrie des machines et de la métallurgie, qui contenait l'obligation contractuelle de respect de la paix du travail.



Le XX^e siècle a été ponctué de grands mouvements ouvriers.

Après la guerre, quelques grèves éclatèrent aussi pour arracher la conclusion de conventions collectives dans d'autres branches. Dans la période de haute conjoncture, on peut résumer en disant que les progrès en matière de droit du travail ont été arrachés moins par des actions de débrayages que par des négociations par branche et par entreprise, dans le cadre des CCT. Une fois de plus, les luttes

qu'ils/elles se lancent dans de tels bras de fer. Dans les années 70, une série de grèves impressionnantes éclatent dans des fabriques (Dubied, Burger et Jacobi, Bulova, Firestone), comme protestation aux fermetures liées à la crise économique. Les années 80 voient encore quelques gros épisodes de grève comme celle, nationale d'un jour, dans l'industrie graphique. La décennie 1990 à 2000 connaît un reflux des luttes, semble-t-il. Mais, c'est alors que les protestations changent de visage; les protestations «politiques», notamment contre le néolibéralisme prennent de la vigueur, au détriment des grèves «classiques» de secteurs. Avec comme point d'orgue des grèves plus politiques et moins «tradi-

tionnelles», évidemment la grève des femmes de 1991.

ET AUJOURD'HUI?

Lors des mobilisations récentes, les formes d'actions ont été multiples (débrayage, blocage,

... La décennie 1990 à 2000 connaît un reflux des luttes, semble-t-il. Mais, c'est alors que les protestations changent de visage ...

grève d'avertissement, grève du zèle, grève des crayons, grève de solidarité, etc.) ont touché le secteur public et, également, des secteurs faiblement syndicalisés (tertiaire). Là, où le courage des travailleuses et travailleurs joue un rôle fondamental! Quand ça va trop mal, que la dignité est foulée aux pieds, que la pression est trop forte, parfois, celles et ceux qui travaillent, produisent, soignent, servent la clientèle ne veulent plus être dupes du discours convenu sur le partenariat social et se réapproprient un outil essentiel du mouvement ouvrier.

À LIRE:

Entre autres, les ouvrages de Erich Gruner, Marc Vuilleumier et Bernard Degen.

Valérie Boillat et al., *La valeur du travail*, Ed. Antipodes, Lausanne, 2006, publié pour les 150 ans de l'Union syndicale suisse, (l'ouvrage contient une bibliographie très complète des principales publications sur le mouvement ouvrier suisse, son organisation, ses luttes, etc.) *Arbeitsfrieden – Realität eines Mythos*, *WIDERSPRUCH. Beiträge zur sozialistischer Politik* (Sonderband), Zürich, 1987 *Conflits et partenariat conventionnel*.

Dossier du syndicat Unia, journée d'Olten, mars 2007 (recense les grèves depuis 2000).

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

«L'esprit syndical doit abattre les divisions!»

Le 7 mars 2008, la direction des CFF annonce la fermeture des ateliers de Bellinzone et la suppression de 400 emplois. C'était sans compter sur la détermination des ouvriers des Officine. Entretien avec Gianni Frizzo, président du comité «Giù le mani dalle Officine!».

PdG: A quel moment décidez-vous d'arrêter le travail, de dire «stop»?

G.F.: Cela fait des années que l'on subit la technique du «sauvonnage» aux Officine... On a progressivement perdu une série de prestations, de droits et de places de travail, et toutes ces mesures étaient presque toujours injustifiées. Ces mesures ont peut-être un enjeu économique, mais elles ont aussi des implications sociales.

Nous avons dénoncé cette situation durant des années, jusqu'au 7 mars 2008, où on est venu nous porter un coup d'une dureté sans précédent! C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, et qui venait s'ajouter au cumul des frustrations subies. Là on a décidé de dire «stop».

Il faut considérer que les ateliers ont ici une implantation sociale très forte, qui se manifeste par une forte appartenance et un attachement uniques des ouvriers à leur travail.

Quels sentiments ressent-on durant la grève ?

On ressent quelque chose d'incroyable! La peur, le mal-être, le sentiment de soumission et de devoir s'incliner aux décisions d'autrui seulement parce que ceux-ci occupent une position hiérarchique supérieure... Toutes ces barrières sont tombées avec la grève! On était tous à la même hauteur. Dans ces conditions, il devenait plus facile d'extérioriser nos émotions: les pleurs, les sourires. Il s'est dégagé de toute cette situation un grand et profond respect de tous envers tous, parce qu'on avait l'impression de pouvoir garder la tête haute, même dans les instants de fatigue extrême. Le soutien et la solidarité sont aussi venus de l'extérieur... On peut dire que c'est toute la beauté de l'humain qui s'est manifestée dans ce qu'on a vécu. Et c'est très surprenant ce qu'on ressent, parce que quand on se lance dans une grève, on ne sait ni de quoi sera fait le lendemain, ni

quelle est la perception qu'en ont les gens à l'extérieur.

Un autre point fondamental est aussi la relation entre collègues. Avant, avec les rythmes de travail toujours plus soutenus, la flexibilité, les instruments de contrôle, la direction visait à instaurer et renforcer la division et la concurrence entre les travailleurs. L'esprit syndical doit justement abattre les divisions! Avec la grève, on a vu que s'est redéveloppée une véritable solidarité au travail, où chacun est impliqué dans le mouvement, quelle que soit sa position dans l'atelier, y compris hiérarchique. Et ça c'était magnifique. Cela nous a clairement montré que ce type de fonctionnement est possible, à condition de le vouloir.

Quels sont les meilleurs et les pires moments que l'on affronte quand on est en arrêt de travail?

Le pire moment, c'est avant la grève. La passivité ambiante. Quand toi tu luttas pour

faire apparaître les problèmes qui nous attendent, et que tu as l'impression d'être abandonné, livré à toi-même.

Le plus beau moment, c'est quand tu dis *basta!*, où tu décides d'arrêter les frais et d'entrer en grève. Ce moment où tu comptes sur tes propres forces et celles de tous les collègues. Où plus personne n'a le droit de venir nous dire «vous devez vous calmer». Ce moment où toute cette rage, cette colère accumulée explose et se transforme en volonté de rachat, où on veut que notre dignité soit respectée. Personnellement, cette expérience m'a marqué profondément. J'ai l'impression d'avoir touché le plus beau moment d'une vie: pouvoir voir ce qu'il y a en profondeur chez les gens autour de moi, mais aussi au plus profond de moi-même.

Propos recueillis et traduits par Maurizio Colella

«Notre dignité de travailleurs»

Le 27 novembre 2000, après une grève de dix jours, la direction de l'usine Sapal à Ecublens (VD) retire son plan de restructuration, qui prévoyait notamment la suppression de 250 postes. Michele Nista, président de la commission du personnel de l'entreprise, revient sur cette victoire.

PdG: A quel moment décidez-vous d'arrêter le travail, de dire «stop»?

M.N.: C'est le moment le plus important, «le déclencheur» avant la révolte, c'est un moment difficile à prévoir, c'est le moment où la commission et le personnel n'ont aucune autre alternative pour faire valoir leurs droits contre des mesures injustes et scandaleuses. C'est le moment où notre dignité de travailleurs qui ont tout donné pour l'entreprise est bafouée, où l'on traîne dans la boue des années de labeur.

Quels sentiments ressent-on durant la grève ?

Il n'y a pas de mots pour exprimer ce que l'on ressent, mais cela commence généralement par

une énorme colère qui nous prend au ventre, une envie de violence extrême, un dégoût profond pour les dirigeants de l'entreprise ou les directeurs qui viennent nous annoncer la destruction de notre entreprise. Il est d'une importance vitale de maîtriser cette colère et de la transformer en une envie de prouver qu'ils ont tort et que nous avons raison.

Dans notre cas, vu le soutien populaire (15 000 signatures de notre pétition en 4 jours) et les solutions trouvées par les divers groupes de travail, c'est une énergie décuplée de jour en jour qui a pris le dessus, au lieu d'un abattement.

Je suis convaincu que la direction comptait sur un affaiblissement de la lutte, elle a connu

au contraire un renforcement extrême. Chaque heure et jour qui passait multipliait nos forces.

Quels sont les meilleurs et les pires moments que l'on affronte quand on est en arrêt de travail ?

Les meilleurs moments sont ceux que l'on a partagé tous ensemble dans l'entreprise avec le défilé de personnes venues nous encourager. Le matin du lundi 27 novembre 2000, quand j'ai lu au personnel l'accord qui nous avions arraché quelques minutes auparavant à la direction, c'est-à-dire le retrait complet des mesures annoncées le 15 novembre 2000. Aucun licenciement donc, et une victoire totale.

Au-delà des pressions de la part de la direction, des luttes

intestines, le pire moment, c'est le regard de tous les collègues qui ont mis un énorme espoir en vous... et la peur de les décevoir. Voir leurs yeux pleins de joie et de bonheur après le retrait du plan de restructuration, les joies, la rage les pleurs et surtout la fierté d'avoir tout tenté, ces moments, personnes ne pourra jamais les oublier.

La lutte paie et payera toujours! Si ce n'est pas toujours le succès total comme pour nous en novembre 2000, c'est dans tous les cas dans notre dignité de travailleurs que nous retrouverons la force de mettre notre vie au service de ces entreprises qui parfois ne nous méritent pas.

Propos recueillis par Maurizio Colella

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

La grève, c'est mâle!

La participation des femmes aux mouvements sociaux, notamment aux grèves, n'est plus à démontrer. Néanmoins, les logiques militantes reproduisent, bien plus qu'elles ne subvertissent ou ne transforment les stéréotypes de genre. Le cas de la mobilisation des «Officine» est éclairant.

Par Simone, sociologue

Que ce soit lors des luttes ouvrières du XIX^e siècle, pendant la Résistance ou en mai et juin 1968, les femmes ont toujours eu une place importante dans les mouvements sociaux modernes. Leur importance pour la réussite des mobilisations a cependant été longtemps niée, la misogynie et le sexisme étant des sentiments souvent répandus à l'intérieur des organisations ouvrières et syndicales (Proudhon, par exemple, n'hésitant pas à définir la femme comme un être à mi-chemin entre l'animal et l'homme). Ce n'est donc que depuis quelques décennies que – fruit des luttes féminines et féministes des années 1960 et 1970 – les femmes ont été reconnues comme partie intégrante des mouvements sociaux passés et présents.

Cependant, la récente reconnaissance des apports des militantes dans les luttes sociales n'a pas débouché sur une remise en cause systématique de la division sexuelle du travail militant. En effet, les mouvements sociaux contemporains ont encore tendance à reproduire en leur sein des dynamiques qui divisent de manière genrée le travail des unes et des autres et hiérarchisent les positions occupées, laissant des hommes occuper les places les plus prestigieuses et redirigeant les composantes féminines vers des tâches moins visibles, notamment le travail d'appoint et logistique, l'entretien des lieux et la cuisine, etc. Les mouvements sociaux, bien que porteurs de discours qui veulent subvertir des normes sociales, reproduisent donc souvent en leur sein des logiques patriarcales et sexistes.

DES FEMMES AU CŒUR DE LA GRÈVE

La grève de CFF Cargo à Bellinzone a vu 430 ouvriers arrêter le travail pendant 33 jours ce printemps. Bien que grève quasi

uniquement masculine, l'événement «Officine» a touché aussi de près les familles des grévistes, qui se sont soudées autour de leurs hommes. Ainsi, les femmes des grévistes, après les premiers jours de dépaysement, ont progressivement commencé à se rendre sur les lieux de la lutte pour côtoyer leurs maris. Pour certaines d'entre elles, femmes au foyer ou travailleuses avec des faibles taux d'engagement, l'entrée en grève des maris a marqué un renouveau dans leur rapport avec le conjoint et avec sa sphère professionnelle: plusieurs affirment s'être rendues pour la première fois de leur vie sur le lieu du travail du mari lors des agitations.

La division sexuelle de l'univers militant est visible si l'on analyse la manière dont les émotions engendrées par l'activité ont été prises en compte. Les jours passant et l'atmosphère devenant de plus en plus lourde suite aux menaces de la direction, une épouse d'un gréviste, qui avait tenu dès les premiers jours un petit stand de récolte d'argent, commença informellement à recevoir ceux et celles qui éprouvaient des moments de détresse et de dépression. Son stand, situé hors des ateliers occupés et garantissant une certaine intimité, devint rapidement une sorte de confessionnal où les hommes en grève – ainsi que leurs conjointes – pouvaient se rendre pour expliquer leurs malaises et leurs craintes. Cette femme a donc commencé à prendre en charge le travail émotionnel, c'est-à-dire le travail qui vise à augmenter ou changer de nature un sentiment ou une émotion.

Plusieurs femmes mobilisées se sont ensuite dirigées vers elle pour se faire aider, et affirment qu'elles étaient incapables de gérer toutes ces émotions. Il est donc intéressant de noter que la prise en charge de certaines émotions s'est faite en continuité avec les stéréotypes des catégories sociales



Une soirée théâtrale organisée par le Laboratorio Donne

«homme» et «femme»: les hommes seraient téméraires, auraient du courage et seraient portés à la lutte et à l'action politique. Les femmes, en revanche, seraient plus sensibles et réservées, et seraient donc sensibles et fragiles, mais aussi plus familières avec le travail de soutien des militant-e-s en difficulté. On retrouve toute l'opposition entre le domaine du rationnel, davantage masculin, et celui de l'émotif et de l'émotionnel, laissé aux femmes.

LE «TRAVAIL ÉMOTIONNEL» REVIENT AUX FEMMES

Dans les semaines qui ont suivi le déclenchement de la grève, d'autres femmes de grévistes se sont jointes à cette première militante et ont coordonné et structuré une manière de gérer leurs propres émotions ainsi que celles des autres grévistes. Encadrées par une thérapeute venue prêter main forte (comme de nombreux-ses autres Tessinois-es concerné-es par cet événement), elles ont créé un groupe femmes – le *Laboratorio Donne* – dont elles rappellent qu'il répondait au besoin de se retrouver pour discuter, commenter le déroulement de la grève, et pour mettre en discussion entre femmes nos émotions. Plus tard, elles ont décidé de réaliser un projet de théâtre pour transmettre les émo-

tions vécues en un mois de grève.

Dans le cas des «Officine» de Bellinzone, on observe donc une division sexuelle du travail basée sur une prétendue facilité des femmes à prendre en charge les émotions de tou-te-s. Ainsi, cette grève montre que l'apport des femmes est souvent essentiel à la réussite de la mobilisation (dans ce cas, elles ont réalisé de nombreuses tâches qui ont fortement influé sur le maintien de l'occupation et sur la mobilisation de dizaines de milliers de personnes), mais que le travail militant est la plupart du temps encore divisé à partir de stéréotypes et de schémas genrés.

Si le projet de théâtre est aujourd'hui une partie intégrante du travail de promotion et de mise en lumière de la lutte, et si tou-tes les participant-e-s sont d'accord pour dire que les femmes des grévistes ont porté un soutien indispensable à la mobilisation, il ne faut néanmoins pas oublier qu'elles l'ont fait d'abord en assumant le rôle qui leur a été socialement attribué, et que cette lutte n'a vraisemblablement engendré aucune remise en cause de la division sexuelle du travail dans les couples: les agitations finies, de nombreuses femmes ont progressivement abandonné la sphère publique et sont retournées dans la sphère du travail au foyer.

DOSSIER: 1918-2008: LA GRÈVE GÉNÉRALE A 90 ANS!

Le syndicalisme face à la mondialisation

La mondialisation met le mouvement ouvrier au pied du mur: il se croyait internationaliste et voilà qu'il s'aperçoit que son «internationalisme» est absolument insuffisant pour faire face à l'internationalisation du capital. Pages de gauche pointe les obstacles qui attendent le syndicalisme du XXI^e siècle qui, pour les surmonter, doit évoluer. Ses moyens de lutte le doivent également, au premier plan desquels figure la grève.

Par Dan Gallin

Lorsque l'on observe les effets de la mondialisation, trois phénomènes méritent une attention particulière. Il s'agit de l'essor des sociétés transnationales, du rôle de l'État et de la formation d'un marché global du travail.

LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES FACE À L'ÉTAT

Les sociétés transnationales (STN) sont le principal moteur et en même temps les principaux bénéficiaires des transformations technologiques qui sous-tendent la mondialisation. La nouvelle mobilité du capital explique le pouvoir politique des STN. Elle leur a permis d'imposer un nouveau rôle à l'État. C'est cette mobilité qui a permis au capital transnational de se soustraire aux contrôles exercés sur lui dans le cadre de l'État national, donc aux contraintes qui lui avaient été imposées par la société à une époque où l'État national était une réalité incontournable, et où son rôle principal était de garantir le bien public fondé sur un compromis social. Désormais, l'État se trouve en position de faiblesse vis-à-vis du capital transnational, qui peut lui imposer ses conditions, par un chantage à l'investissement ou à la fiscalité. Pour le mouvement syndical, cela signifie qu'il ne peut plus compter sur la protection de l'État. L'alternative à l'État, c'est d'organiser la force syndicale sur le plan international.

MARCHÉ DU TRAVAIL GLOBALISÉ

Il y a désormais un marché global du travail: à cause de la fluidité des communications et de la mobilité du capital les travailleurs de

tous les pays sont désormais en concurrence, dans tous les domaines de la production et des services, avec des écarts de salaire énormes. Là aussi les STN sont en mesure d'exercer un chantage à l'investissement, sur les États mais aussi sur les syndicats. Il y a non seulement les délocalisations, il y a aussi

... la grève de solidarité est criminalisée alors que c'est de ce droit dont nous avons le plus besoin...

la restructuration des processus de production. Les entreprises «dégraissent», conservent un noyau de travailleurs hautement qualifiés, et elles sous-traitent la grande partie de la production à d'autres qui sous-traitent à leur tour, pour aboutir finalement au travail à domicile. Le marché mondial du travail globalement intégré est donc un marché de travail où l'emploi salarié régulier est en régression et où le secteur informel est en croissance: ce dernier représente déjà la majorité de la classe ouvrière mondiale.

UNE RÉPONSE SYNDICALE INSUFFISANTE

Si nous considérons les outils dont le mouvement syndical dispose pour faire face au capital transnational, nous sommes obligés de constater leur faiblesse. Les confédérations syndicales internationales existent: la Confédération syndicale internationale (CSI) et de la Confédération européenne des syndicats (CES) par exemple. Mais, pour des raisons diverses qui tiennent à leur histoire, elles ont été incapables jusqu'ici de mener une action efficace pour reconquérir le terrain perdu les vingt dernières

années. La raison fondamentale est le fait qu'elles sont composées d'organisations nationales qui, dans la plupart des cas, n'arrivent pas à dépasser le cadre national dans leur pensée et dans leur action. Même les Fédérations syndicales internationales (FSI), c'est à dire les internationales des secteurs industriels ou économiques, subissent les mêmes contraintes. Pourtant, les FSI ont été en première ligne dans la lutte contre le capital transnational et, dans ce contexte, ont mené les actions syndicales internationales les plus efficaces qui ont valeur d'exemple, mais qui sont restées, hélas, isolées.

S'ORGANISER INTERNATIONALEMENT

L'époque du syndicalisme national est révolue et il faut trouver le moyen de s'organiser sur une échelle mondiale. Pour cela, il est vrai qu'il n'existe pas de cadre législatif, mais nous n'en avons pas besoin: nous pouvons construire des nouvelles relations sociales internationales à partir d'accords internationaux avec les STN. Plus de soixante accords qui garantissent les droits syndicaux au niveau du groupe transnational ont déjà été signés; il est possible de bâtir sur ces acquis.

L'essentiel est cependant de construire des nouveaux rapports de force, notamment dans les STN, qui ont une position stratégique dans l'économie. Pour organiser les salariés-e-s des STN, les nouveaux moyens de communication nous donnent des possibilités. Avec l'Internet et le courriel, il est facile de construire des réseaux internationaux d'information, de coordination et d'action syndicale. De tels réseaux existent déjà dans certains secteurs et

entreprises, pour la plupart dans le cadre des FSI; ils doivent servir d'exemple. Constituer de tels réseaux doit devenir un réflexe syndical dans chaque STN, surtout quand une nouvelle STN s'implante dans un pays.

LÉGALISER LA GRÈVE DE SOLIDARITÉ

Un autre domaine prioritaire doit être la défense des droits syndicaux en tant que droits humains fondamentaux. Il s'agit, notamment, du droit d'association et du droit à la négociation collective. Un autre droit peu reconnu mais essentiel est celui de mener des grèves de solidarité, en particulier sur le plan international. Le droit de grève est généralement reconnu, du moins en théorie, comme un droit fondamental. Cependant, la grève de solidarité internationale, et souvent la grève de solidarité tout court, est criminalisée dans la plupart des pays industrialisés, alors que c'est justement de ce droit dont nous avons le plus besoin dans une économie mondiale globalisée.

Pourquoi le syndicalisme devrait-il tenir compte des frontières, qui ne correspondent en rien à sa propre logique? Aujourd'hui, le mouvement syndical est seul à continuer à s'enfermer volontairement dans la logique territoriale de l'État national, alors que le capital depuis longtemps ne connaît plus de frontières et que les frontières s'estompent également à l'intérieur de grandes entités régionales, politiques et commerciales?

À LIRE:

Voir aussi chapitres «Mondialisation» et «Mouvement syndical» sur le site du *Global Labour Institute* (www.global-labour.org)

Afrique du Sud: guerre des chefs sur fond de crise économique-politique

La mise au ban brutale du président sud-africain Thabo Mbeki a provoqué une crise politique et économique. Dans le même temps, cela a permis l'ouverture d'un espace de discussion politique nécessaire.

Dernièrement, l'Afrique du Sud a vu une accélération des événements politiques. En effet, début octobre, Thabo Mbeki (président de 1999 à 2008) a été destitué et remplacé par Kgalema Motlanthe à la présidence du pays. Ce remplacement intervient à la suite d'une longue bataille opposant Thabo Mbeki au très controversé Jacob Zuma. Ce dernier lui avait d'ailleurs ravi le poste de président de l'ANC (African National Congress, le parti au pouvoir depuis 1994) en décembre 2007. Mbeki a été brutalement mis à la porte de la présidence par les membres du comité exécutif de l'ANC, suite à des révélations selon lesquelles il aurait abusé de son pouvoir afin d'écarter Jacob Zuma de la course à l'élection présidentielle de l'année prochaine. Un juge a comparé les méthodes employées par Mbeki pour écarter son rival à celles utilisées par le pouvoir blanc durant l'apartheid.

Toutefois, il serait faux de voir cette crise au sommet de l'État comme un simple règlement de compte entre deux hautes personnalités. En effet, autour de Zuma se sont regroupés beaucoup de mécontents des politiques néolibérales menées par Mbeki, comme le parti communiste sud-africain (SACP) et la puissante confédéra-

tion des travailleurs (COSATU). Les derniers événements «spectaculaires» s'inscrivent aussi dans un contexte de hausse des tensions sociales, sur fond d'inégalités et de pauvreté grandissantes.

RÉPARATION DES INJUSTICES ET POLITIQUES NÉOLIBÉRALES

En 1994, lors de l'élection démocratique qui amena Nelson Mandela à la présidence, le gouvernement issu de l'ANC lance, en fonction d'intérêts historiques (réparer les injustices héritées du régime d'apartheid), un programme de reconstruction et de développement. Ce programme socialement ambitieux et qui a amené notamment à reconnaître constitutionnellement les droits économiques, sociaux et culturels, mettait au centre de son action la réduction des inégalités et de la pauvreté. Cependant, dès 1996, le gouvernement change de politique et lance le programme *Growth, Employment and Redistribution* (GEAR) en fonction d'intérêts nationaux. Ce plan est un programme macro-économique d'inspiration néolibérale qui privilégie la seule croissance économique. Mais les mesures prises ne sont guère appropriées pour faire face aux besoins les plus urgents que sont la pauvreté et le chômage. Le gouvernement passe ainsi d'une

politique axée sur l'équité à une politique axée sur l'efficacité. Ce changement d'orientation, sans négociations, marque une première rupture entre l'ANC et ses traditionnels alliés

(communistes et syndicats). Pour beaucoup, le gouvernement se trompait d'objectifs, en se détournant de la question de la pauvreté et en adoptant une position trop conservatrice en matière sociale.

Thabo Mbeki, arrivé à son poste en 1999, a donc poursuivi dans cette voie néolibérale. Les programmes de *Black Economic Empowerment*, soit de renforcement des capacités économiques des Noirs, n'ont profité qu'à la petite classe moyenne et à quelques dizaines de grands investisseurs (les «oligarques»), laissant de côté les pauvres et la majorité des travailleurs/euses.

QUELLE ALTERNATIVE?

A ce titre et dans la perspective des élections présidentielles, Jacob Zuma représente-t-il réellement une alternative? Le personnage est assez controversé.



Thabo Mbeki et Jacob Zuma: un sourire hypocrite?

On se rappelle de ses déclarations intempestives à propos du VIH-sida (lors d'un procès pour viol en 2007) et d'une manière générale ses prises de positions très sexistes. De plus, il doit faire face à plusieurs plaintes pour corruption ou détournements de fonds. C'est notamment pour cela que l'archevêque Desmond Tutu a déclaré publiquement qu'il ne voterait pas pour l'ANC tant que ce parti ne sera pas plus démocratique et que Zuma renonce à la présidentielle.

Cependant, le soutien de la gauche de l'ANC à Zuma marque le rejet profond des politiques néolibérales suivies par Mbeki. Ce rejet est porté par un mouvement social qui dépasse le simple cas du soutien à Jacob Zuma et – espérons-le – pourrait donner plus d'influence sur la politique du futur gouvernement.

Mathieu Gasparini

PS français:

«Cherche ligne politique désespérément»

En date du 23 septembre, six motions ont été déposées en vue du Congrès de Reims, qui aura lieu du 14 au 16 novembre 2008. Il s'agira de redonner une ligne politique au parti.

L'importance de ce congrès pour le parti socialiste français n'est plus à démontrer. S'il a enregistré des récents succès électoraux (élections municipales et sénatoriales) ces derniers temps, l'impression générale reste celle d'un parti divisé, sans ligne idéologique et programmatique. La majorité sortante s'est divisée (Bertrand Delanoë, Mar-

tine Aubry et Gérard Collomb/Ségolène Royal) et leurs motions ne font que répéter un discours ambiant et parfois consternant. Il apparaît clairement que ce qui oppose ces têtes de listes relève de questions de personnes et pas de questions programmatiques. Néanmoins, l'union de la gauche du PS sur une seule motion (Mélénchon, Filoche, Dolez, Lien-

neman, Emmanuelli, Hamon etc.) est une première depuis plus de vingt ans et porte un véritable espoir de changement.

Les premiers résultats connus sur le vote des militant-e-s fait apparaître une victoire relative de la motion «Royal» (29%) au sein du parti. La motion de gauche fait un score très honorable (20%) et pourrait bien jouer

un rôle leader pour fédérer l'opposition à la politique centriste de la motion Royal. Néanmoins, la démission tonitruante du PS de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez une fois les résultats connus, laisse dubitatif et compromet les chances de la gauche du PS de peser sur la ligne du parti.

MG et RF

Un PSS sécuritaire et hiérarchisé!

Lors de son Congrès ordinaire du 25 et 26 octobre à Aarau, le Parti socialiste suisse a débattu de sa position sur la sécurité.

Malgré la rédaction d'une deuxième version de ce document en raison des réactions vives contre les positions sécuritaires de la Direction, il est difficile de tirer un bilan positif du débat qui a animé les délégué·e·s socialistes. En effet, les défenseur/euse·s d'une politique de sécurité publique luttant efficacement contre les inégalités sociales et axé principalement sur la prévention se sont fait minoriser sur des éléments essentiels.

Ainsi, l'exclusion des étranger/ère·s délinquant·e·s a été acceptée par une majorité claire. Le PSS s'est dans ce cadre abaissé à une vision populiste en matière de «criminalité étrangère». Il demande l'expulsion des «étrangères et étrangers condamné·e·s à une longue peine privative de liberté dans le respect du principe de proportionnalité et des autres dispositions de la législation en vigueur.» D'autre part, «les étrangères et étrangers qui entrent en Suisse dans le seul but

de commettre un acte délictueux ne relevant pas des lois s'appliquant spécifiquement à l'immigration doivent être expulsé·e·s conformément à l'actuelle pratique judiciaire, même en cas de délit mineur.»

Au lieu de reconnaître clairement que la délinquance est un phénomène social, touchant principalement les personnes ayant une situation sociale, professionnelle ou financière fragile et manquant de perspective d'avenir, le PSS justifie une inadmissible inégalité de traitement entre résident·e·s suisses et étranger/ère·s et défend ainsi une justice à deux vitesses! Il est inadmissible qu'un Parti qui se dit socialiste accepte qu'une personne vivant en Suisse depuis plusieurs années et commettant un délit mineur soit renvoyée au lieu d'être jugée et de purger sa peine comme tou·te·s les autres habitant·e·s de ce pays! Toujours sur le thème de la sécurité, la majorité des délégué·e·s a reconnu

l'utilité de la vidéosurveillance et décidé de maintenir un chapitre criminalisant la mendicité.

Le même week-end, le PSS a modifié ses statuts et a changé radicalement le rôle et la composition des différents organes du Parti. En mars déjà, les délégué·e·s avaient accepté d'élargir la présidence et avaient ainsi initié le transfert du pouvoir vers le sommet de la hiérarchie du Parti. Les nouvelles modifications de statuts donnent plus de pouvoir aux grands cantons et grandes villes de Suisse en créant ainsi une inégalité de représentation entre régions périphériques et centres urbains. De plus, la proportion de membres élus démocratiquement par le Congrès devient ridicule en regard des membres de droits (présidence, secrétariat, chef·fe de groupe, Femmes socialistes, Jeunesse socialiste, président·e·s des plus grands partis cantonaux...). Enfin, la Conférence de coordination, organe qui, comme son nom l'indique, regroupait

quelques représentant·e·s de chaque section cantonale dans le but de coordonner les campagnes du PSS, ainsi que de consulter les différentes régions de Suisse sur les projets de la Direction, possède aujourd'hui des compétences décisionnelles, sans pour autant avoir une composition démocratique et équilibrée des différentes régions du pays. On assiste donc à un déplacement des compétences vers le haut de la hiérarchie organisationnelle du PSS. C'est la démocratie, déjà vacillante, du parti national, qui a été sacrifiée au nom d'une «meilleure efficacité»!

Le 25 et 26 octobre, un pas supplémentaire vers l'alignement du PSS sur les positions populistes en matière de sécurité et vers la stalinisation interne du parti a été fait. Il est grand temps que la gauche du PS reprenne en main ce parti, avant qu'il ne soit trop tard!

Line Rouyet

Campagne «0.7%-ensemble contre la pauvreté»: enfin un geste pour les pays du Sud?

Par Maxime Gindroz, chargé d'information FEDEVACO

La campagne «0.7%-ensemble contre la pauvreté», regroupant une soixantaine d'organisations, dont la FEDEVACO (Fédération vaudoise de coopération), s'est achevée le 26 mai dernier avec la remise aux autorités fédérales d'une pétition, forte de 201 679 signatures. Celle-ci demande au Conseil fédéral et au Parlement de s'engager davantage en faveur des Objectifs du Millénaire et d'augmenter le budget de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse à 0,7% du produit national brut (PNB) d'ici à 2015, comme les Nations Unies le recommandent depuis près de 40 ans.

CRÉDIBILITÉ EN JEU

Malgré une forte mobilisation sociale, l'organisation de nombreuses actions et autres stands de récolte de signatures tout au long de l'année, le gouvernement suisse s'est distingué par son inertie. Alors que la majorité des pays de l'Union européenne a déjà fait le pas, l'APD de la Suisse ne cesse de reculer: en 2006, le montant versé par notre pays s'est élevé à 2,063 milliards de francs sur un revenu national brut (RNB) de 527,699 milliards, soit 0,39% du RNB (0,44% en 2005). De ce point de vue, il apparaît urgent que la Suisse se donne les moyens nécessaires pour respecter ses engagements. Il en va de sa crédibilité sur la scène internationale!

Un petit espoir semble toutefois pointer le bout de son nez avec la récente décision des sénateurs et sénatrices d'augmenter la part de l'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut (RNB) d'ici à 2015. En effet, dans sa séance du 17 septembre dernier, la majorité du Conseil des Etats (28 voix contre 11) a adopté une résolution demandant au Conseil fédéral de présenter, en 2009, un crédit-cadre complémentaire aux 5,3 milliards de francs prévus dans le «Message Sud» (4,5 milliards pour la DDC; 800 millions pour le SECO), définissant les modalités concrètes de mise en application d'une telle augmentation.

Le Conseil national ayant refusé cette proposition, à une courte majorité (11 voix), en juin dernier, ce texte fera l'objet d'un nouvel examen par la Chambre du peuple (procédure dite de la «navette») lors de la session d'hiver. La FEDEVACO garde ainsi bon espoir que l'augmentation de l'APD soit définitivement entérinée par le Parlement d'ici à la fin de l'année, à moins que le vent de la crise financière internationale ne se fasse ressentir... Mais, lorsque l'on voit avec quelle promptitude les gouvernements du monde entier font tourner la planche à billets pour sauver les institutions financières, les quelque 800 millions de francs supplémentaires pour les pays du Sud semblent bien peu de chose.

Stoppons la machine à libéraliser!

Le 30 octobre dernier, un référendum contre la révision de la loi sur le commerce (LCom), qui vise principalement à prolonger d'une heure l'ouverture des magasins le samedi a été lancé par les syndicats et les partis de gauche dans le canton de Fribourg. Présentation de ce défi pour la gauche fribourgeoise.

La compensation qu'inclut cette révision – une heure de moins le soir de «nocturne» contre une de plus le samedi – est purement mathématique, tant l'activité à ces deux périodes est incomparable. Ce vote du Grand Conseil s'inscrit dans un contexte général d'allongement des heures d'ouverture et surtout d'impossibilité totale pour les syndicats de négocier une convention collective de travail avec l'association des grands magasins et des distributeurs fribourgeois (AGDF).

Les horaires d'ouverture des commerces ne sont pas un thème nouveau dans le paysage politique fribourgeois. Depuis 1995, ils ont donné lieu à trois référendums, et la loi sur le commerce a été modifiée à 5 reprises. En 1996, la fermeture des magasins en semaine passe de 18h30 à 19h00, tandis qu'en 2002, deux heures d'ouverture supplémentaires sont autorisées un soir par semaine. Deux dimanches ouvrables seront également en discussion ces pro-

chains mois. Une technique des petits pas, depuis le refus écrasant par la population (78%) d'un projet de déréglementation massive des heures d'ouverture.



La gauche fribourgeoise se bat pour obtenir une CCT acceptable.

Depuis 1995 surtout, les syndicats tentent de négocier une convention collective de la vente. Sans succès. Plus de dix ans de discussion n'ont pas permis d'entamer la moind-

re négociation de contenu. La dernière tentative a récemment avorté, les négociations étant rompues unilatéralement par l'AGDF quelques jours après

l'annonce d'un possible référendum.

L'expérience a pourtant été concluante dans le secteur des shops de stations services, avec lesquels une CCT a été

signée il y a cinq ans. Au vu de cette convention, seul le Mouvement pour le socialisme (MPS) s'était alors opposé, sans succès, par voie référendaire à la prolongation des heures d'ouvertures dans ce secteur.

Les syndicats Unia et Syna ne se disent d'ailleurs pas forcément opposés à entrer en matière pour l'ouverture du samedi jusqu'à 17h, à condition de disposer d'une solide CCT.

Les référendaires, sous le slogan «stoppons la machine à libéraliser», ne partent pas nécessairement perdants dans un canton où la population a refusé toutes les extensions des heures d'ouverture ces dernières années, tant au niveau cantonal que fédéral, à l'exception du référendum sur les horaires des shops, où le MPS s'était lancé seul dans la bataille. Le tout étant de faire comprendre que l'enjeu de ce référendum représente plus qu'une heure de travail supplémentaire.

Nicolas Buntschu

Uni de Genève: une autonomisation pour quoi faire?

Le Grand conseil genevois a voté à la quasi-unanimité une nouvelle loi sur l'Université de Genève le 13 juin dernier, qui accorde à l'université une plus grande «autonomie». C'était sans compter sur la vigilance des syndicats et des associations d'étudiant-e-s qui, au plus profond de l'été, ont réussi à récolter plus de 8000 signatures et provoquer ainsi un référendum. Les Genevois-e-s se prononceront donc sur la question le 30 novembre.

Il est étonnant de constater que la gauche au Parlement n'a pas cillé face à une réforme de cette ampleur qui porte en elle

des conséquences néfastes. Les débats se sont centrés autour des «scandales» qu'a connus l'UNIGE et de la nécessité de créer un rectorat «fort» pour parer à une telle situation.

Porter le débat sur ce terrain, c'est néanmoins nier une réalité dérangeante. Ces dix dernières années, toutes les universités suisses ont connu des processus semblables d'autonomisation. La loi sur l'Université de Genève ressemble d'ailleurs à s'y méprendre à la loi sur l'Université de Lausanne adoptée en 2004. Au-delà de la Suisse, un pareil mouvement se constate à travers l'Europe, notamment en France où l'auto-

nomisation a été un leitmotiv de la politique sarkozienne.

Bref, il existe une politique structurelle d'autonomisation des institutions publiques, en particulier des universités. Celle-ci s'explique par la volonté de dégager le plus de domaines possibles hors du giron de l'Etat, c'est-à-dire hors du contrôle des parlements et de la loi, pour les mettre sous la garde directe des exécutifs. Cette politique vise à assurer une plus grande «flexibilité» aux institutions ainsi autonomisées. Il faut comprendre par là une plus grande capacité à se soumettre aux exigences des bailleurs de fonds externes, que ceux-ci soient privés

(les grandes entreprises) ou publiques (le Fonds national suisse de la recherche scientifique, par exemple). Ainsi une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail des chercheuses et chercheurs, doctorant-e-s, membres du personnel administratif et technique peut s'exercer. Cette pression compétitive ne concerne bien sûr pas les «mandarins» au sommet de la hiérarchie, mais «flexibilise» en premier lieu celles et ceux qui ont le moins de chance de se défendre. Une bonne raison pour s'opposer à cette politique délétère.

Romain Felli

Mortelle amiante

Les patrons exploitant l'amiante ont placé leur intérêt au-dessus de la santé des travailleurs. Un excellent livre, désormais disponible en français, met en perspective cette histoire terrifiante.

La nouvelle est passée inaperçue tant la crise financière internationale occupe les devants de la scène. Au début de ce mois, le procureur général de Turin a demandé le renvoi en justice de la plainte collective déposée contre les anciens propriétaires des entreprises Eternit en Italie, dont principalement l'industriel et financier suisse, Stephan Schmidheiny, patron de la société *holding* Holcim. La charge est lourde: 2000 morts directement liés à l'exploitation de l'amiante. Le chef d'accusation est sans équivoque: responsabilité préméditée dans des accidents graves et refus d'adopter des mesures de prévention. Alors que l'évidence scientifique avait établi depuis longtemps déjà le potentiel mortel de cette «fibre miraculeuse», les patrons d'Eternit ont préféré la passer sous silence. Les

bénéfices succulents issus de la commercialisation de l'amiante, notamment dans l'industrie du bâtiment, primaient sur la santé des travailleurs, de leurs familles et de la population vivant aux abords des usines.

UN OUVRAGE SAISSANT

Maria Roselli, journaliste indépendante, compte parmi les meilleures spécialistes de la thématique. Elle a traqué l'histoire de cette matière et les compromissions dans lesquelles ont plongé les industriels suisses que ce soit pendant la période national-socialiste à Berlin, dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid voire dans leurs usines helvétiques ou italiennes. Le résultat de ses recherches vient de paraître sous forme d'un livre à la fois captivant, révoltant et très agréable à lire réussissant parfaitement

à intégrer des témoignages poignants, l'histoire économique et médicale ou encore le récit de la lutte toujours en cours des victimes de l'amiante pour leurs droits.

Abordant dans une première partie la découverte de la «pierre du scandale», son utilisation, bref son histoire, l'auteure met aussitôt en exergue les connaissances médicales précoces, remontant au début du XX^e siècle, par rapport aux importants dangers sanitaires qu'elle représente. Dans un second temps, le lien étroit entre la montée en puissance du clan Schmidheiny et l'avènement de l'amiante en tant que matière première polyvalente est discuté.

Comme le montre le livre de Maria Roselli, l'importance de l'exploitation de cette substance «incorruptible» (amiante en grec)

pour les affaires des patrons de la future *holding* Holcim contraste fortement avec leur refus systématique de reconnaître les victimes directes et indirectes de leur politique industrielle. En Suisse et ailleurs. Il a en effet fallu de longues années pour que soit admis la nocivité de l'amiante. De là à obtenir une compensation financière, le chemin reste encore long. La Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) a souvent fait, et fait encore, des pieds et des mains pour empêcher l'octroi d'une indemnité, fût-elle même modeste, alors que le dossier médical ne laisse pas l'ombre d'un doute.

Philipp Müller

À LIRE:

Maria Roselli, *Amiante et Eternit. Fortunes et forfaitures*, Lausanne: Editions d'en bas, 2008.

Prose poétique au service de la bonne cause

Gageure de raconter quelque chose d'intéressant sur le dernier prix Nobel de littérature 2008 après tous les médias du monde. Mais tenter l'exercice est intéressant.

Par Annabel Glauser

On dit que nous sommes tous les personnages de nos rêves; où l'individuel et l'universel, en quelque sorte, se confondent. On ressort des livres de Le Clézio avec ce même sentiment. Si la part autobiographique est très présente dans son œuvre (particulièrement dans les livres écrits plus tardivement – notamment dans *L'Africain*, et son dernier roman *Petite ritournelle de la faim*), on retrouve également, presque toujours sous forme de récit, des nouvelles inspirées de faits divers, des histoires de voyage, ainsi que des textes au contenu politique. Mais dans ces textes – parfois violents – la part onirique n'est pas à sous-estimer. Comme dans *La Ronde*: sous un soleil de plomb, dans les rues plutôt calmes de la ville, il est environ midi, Martine et son amie Titi ont rendez-vous... Dans

une atmosphère tendue, presque angoissante, se déroule – ou plutôt roule, s'enroule – l'action jusqu'au point mort, suivi de celui où la tension se relâche d'un coup, dans un grand fracas. (Et on se réveille, le cœur battant.)

INCLASSABLE

Difficile dès lors de cataloguer Jean-Marie Gustave Le Clézio. Est-il de ceux, comme Sartre en son temps, qui ont tenté de prendre une part active dans la vie politique et sociale française? Ou, à l'instar des auteurs du nouveau roman, est-il un esthète plongé dans la recherche et l'expérimentation de nouvelles formes littéraires? Une chose est sûre, c'est un écrivain dans le sens le plus profond du terme. Il vit par mais surtout pour l'écriture, son principal moyen d'interaction avec les hommes: «Je n'ai jamais cherché que cela en écrivant: communiquer avec les autres.»

ATTAQUER

Ecrivain engagé, son arme est une plume acérée et poétique. Au travers d'histoires individuelles, il raconte, il retrace l'histoire du monde et dénonce ses erreurs. Entre autres, il montre du doigt et s'attaque aux déviances et aux dysfonctionnements de la société occidentale tels que la colonisation – et l'exploitation de l'homme par l'homme en général –, l'urbanisation et ses incidences sur les individus et sur l'environnement, la misère.

VOYAGER

Ecrivain voyageur, il est riche de nombreuses rencontres et de nombreuses cultures. Lui-même n'est pas; entre Nice, ville de sa naissance, l'île Maurice, lieu de son enfance, l'Afrique où son père a participé à la deuxième Guerre mondiale, et l'Angleterre où il a étudié, il a trouvé ses

véritables racines dans la langue française. «Pour moi qui suis un îlien, quelqu'un d'un bord de mer qui regarde passer les cargos (...) et qui ne peut être ni d'un quartier ni d'une ville, mais de tous les quartiers et de toutes les villes, la langue française est mon seul pays, le seul lieu où j'habite.» On retrouve donc régulièrement dans son œuvre l'île Maurice (notamment dans *Révolutions*), on découvre les peuples du Mexique (*Les Géants*) et d'Amérique centrale, d'Inde, ainsi que l'immensité du désert et ses hommes bleus (*Désert*).

Depuis 1963, parution de son premier roman, *Le Procès-Verbal*, Le Clézio est reconnu par la critique; il obtient cette année-là le prix Renaudot (excusez du peu!) et tout au long de sa carrière, il se verra décerner une dizaine de prix, dont le plus prestigieux, en 2008, le prix Nobel de littérature.

1918-1919 en Allemagne: une révolution trahie

Il est étrange que l'histoire de la révolution allemande de 1918-1919 ne soit pas plus connue aujourd'hui. Si elle avait réussi, l'histoire du XX^e siècle serait substantiellement différente, et notre monde serait plus démocratique et plus juste.

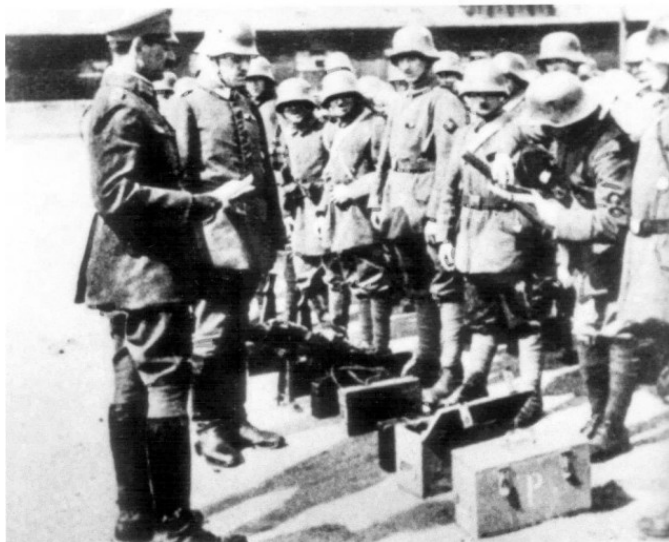
Cette histoire est doublement tragique pour les socialistes démocratiques, comme l'a souligné Sebastian Haffner dans son superbe petit livre *la Révolution allemande de 1918, révolution social-démocrate, fut écrasée par des dirigeants sociaux-démocrates: en ce sens elle constitue un cas unique.*

LES ORIGINES DE LA RÉVOLUTION

La première guerre mondiale avait créé une rupture profonde au sein du mouvement ouvrier international. La plupart des députés socialistes se sont rangés aux côtés de leurs bourgeoisies nationales respectives et ont voté les crédits de guerre. Une minorité a refusé. En Allemagne cet événement a précipité une scission au sein du parti social-démocrate (SPD). Les internationalistes ayant refusé les crédits de guerre sont finalement expulsés du SPD et fondent le parti socialiste indépendant (USPD). Parmi eux: Karl Kautsky, Rudolph Hilferding et Eduard Bernstein. Le groupe marxiste révolutionnaire (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin) – le *Spartakusbund* – formait l'aile gauche du USPD.

A la fin de la première guerre mondiale, l'Allemagne défaite voit des milliers de soldats épuisés et blessés rentrer du front. Le 29 octobre 1918, le commandement militaire, jouant son va-tout et espérant faire capoter les négociations de paix, ordonne une attaque à la marine, alors que celle-ci est complètement exsangue et acculée. Deux bateaux se mettent en grève et l'armée intervient pour arrêter les 1000 marins grévistes et les transporter à la prison de Kiel. Immédiatement des soldats, des marins et des civils se solidarisent avec les mutins et demandent leur libération. La contagion prend dans toute l'Allemagne et rapi-

dement des conseils de soldats et d'ouvriers sont mis en place dans tout le pays (Münich, Cologne, Hanovre,...) et assurent l'organisation civile et politique en lieu et place d'un pouvoir défaillant. Ces conseils ne sont pas dirigés par les «communistes» ni d'ailleurs par aucun parti. L'essentiel de leurs membres sont des sociaux-démocrates (SPD et USPD) qui accomplissent ce que leur parti a toujours prôné: la prise du pouvoir pacifique par les masses.



Freikorps Ritter von Epp Munich, Mai 1919

PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE

Le 9 novembre, porté par la révolution, le social-démocrate Philipp Scheidemann proclame la République au Reichstag, alors même que Karl Liebknecht proclame la république socialiste. Néanmoins, quelques heures plus tard, le chancelier du Reich Max von Baden transmet le pouvoir au social-démocrate Friedrich Ebert. Le 10 novembre, un Conseil des commissaires du peuple est formé par le SPD et l'USPD. Le *Spartakusbund* refuse de le rejoindre.

Ce pouvoir vacillant du SPD conduit Ebert et Scheidemann à diverses manoeuvres. Une assemblée constituante est convoquée afin de ne pas laisser le terrain aux partisans d'une république socia-

liste. Pour mener à bien leur opération, Ebert et Scheidemann se rapprochent du milieu réactionnaire de l'armée. Ebert passe un pacte avec le général Groener. Très vite débordé par la radicalité des masses, Ebert fait appel fin décembre à l'armée pour réprimer une révolte de soldats à Berlin. L'intervention militaire fait de nombreux morts (le fameux «Noël sanglant»). L'USPD quitte alors le gouvernement pour protester. Le *Spartakusbund*, qui avait quitté l'USPD, fonde le Parti

posés d'anciens militaires fraîchement démobilisés et imbibés d'une idéologie d'extrême-droite. Ils formeront par la suite la colonne dorsale du nazisme.

Gustav Noske est un des personnages les plus répugnants de l'histoire. Ministre SPD de la justice, il n'hésite pas à envoyer ces *Freikorps* d'extrême-droite assassiner les ouvriers SPD, USPD et KPD de Berlin. Dans la foulée, Noske commande l'élimination des leaders du KPD: Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, sauvagement assassinés le 15 janvier.

SUPPRESSION DE LA RÉVOLUTION

Rapidement, ce sont les autres foyers d'insurrection, notamment la République des conseils de Bavière qui est elle aussi matée: l'armée prend Munich, et les dirigeants de l'insurrection sont arrêtés et fusillés. Au cours des mois suivants, la résistance ouvrière est supprimée par la répression militaire. Le 11 août 1919, la constitution de Weimar est adoptée. Le parlement siège à Weimar plutôt qu'à Berlin, craignant encore une insurrection.

Au final, la trahison du SPD envers son propre enfant, la révolution allemande, restera comme une tache indélébile dans l'histoire du socialisme démocratique. Le caractère tragique de la répression s'accroît encore lorsque l'on songe que la suppression de la révolution en Allemagne a directement permis la croissance des deux mouvements les plus hostiles au socialisme démocratique: le nazisme et le stalinisme.

Romain Felli

À LIRE:

Pierre Broué, *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Paris, Minuit, 1977.

Sebastian Haffner, *Allemagne, 1918. Une révolution trahie*, Bruxelles, Complexe, 2001 (1979), trad. Rachel Bouyssou.

Victor Serge

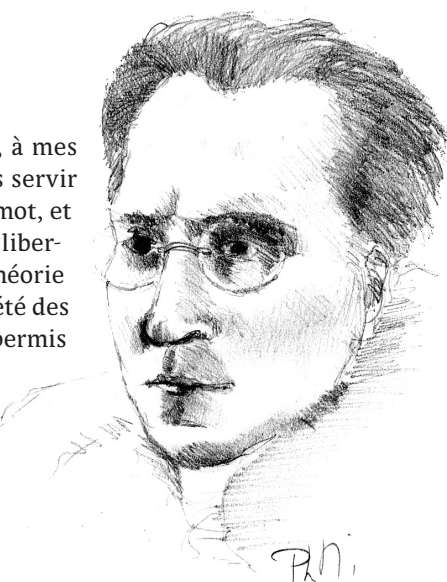
«La révolution prolétarienne n'est plus, à mes yeux, notre fin: la révolution que nous entendons servir ne peut être que socialiste, au sens humaniste du mot, et plus exactement socialisante, démocratiquement, libérairement accomplie... En dehors de la Russie, la théorie bolchevik du Parti a complètement échoué. La variété des intérêts et des formations psychologiques n'a pas permis de constituer la cohorte homogène de militants dévoués à une œuvre commune si noblement louée par le pauvre Boukharine... La centralisation, la discipline, l'idéologie gouvernée ne peuvent désormais que nous inspirer une juste méfiance, quelque besoin que nous ayons d'organisations sérieuses.

Ce que le stalinisme a fait pour inculquer à ses opprimés l'horreur et le dégoût du socialisme est inimaginable.»

Victor Serge, *Trente ans après la Révolution russe*, juillet 1947

Victor Serge (1890-1947) – pseudonyme de Victor Kibalchiche – est un écrivain né en Belgique de parents russes réfugiés. Il milite dans les rangs de l'anarchisme avant de rejoindre la révolution russe. En 1919 il part pour Moscou et adhère au Parti Communiste. Lors du soulèvement de Cronstadt, Serge se prononce contre les excès de la Tchekha et en 1923, il est un des fondateurs de la première opposition dirigée par Trotsky. En 1928 il est exclu du PC et incarcéré en 1933. Une campagne internationale arrache sa libération en 1936. Serge devient un des principaux critiques du système concentrationnaire soviétique et du stalinisme. Mais il rompt rapidement avec Trotsky, en désaccord sur nombre de questions. En 1940, il quitte l'Europe pour Mexico où il meurt dans la pauvreté.

Victor Serge laisse une importante œuvre politique et romanesque, dont entre autres *S'il est minuit dans le siècle* (1939), *L'Afrique Toulaev* (1948) *L'an I de la révolution russe* (1930), *Mémoires d'un révolutionnaire* (1951).



agenda

7 au 23 novembre
Filmar en Amérique latine.

10e édition du festival: 100 films, tous genres confondus, traduisant la richesse et la diversité des cinémas d'Amérique latine. Genève, Pully, Bienne, France voisine
www.filmar.ch

21 au 23 novembre

«Avec vous jusqu'au bout» Spectacle humoristique de Jacky et Roger, au profit d'Amnesty International (le 21). 20h30, Salle Chantermerle, Orbe
www.jackyetroger.ch

30 novembre
Votations fédérales et cantonales

Élections communales (canton du Jura)

30 novembre
Villes pour la vie – villes contre la peine de mort.

Le 30 novembre de chaque année, dans plus de 700 villes dans le monde des bâtiments sont illuminés et des actions sont entreprises

contre la peine de mort. Lausanne
www.amnesty.ch

10 décembre
60e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

«La dignité humaine dans le domaine de la santé»
14h00, Policlinique Médicale Universitaire, Lausanne.

Différentes activités, pour les «grands» et les «petits». 15h00, Café de l'Espace Culturel des Terreaux, Lausanne
www.amnesty.ch

9 décembre
Colloque «Intégration des étrangers et droits humains»

Aula des Cèdres, avenue de Cour 33, Lausanne, 13h30-17h30

Jusqu'au 3 décembre
Festival de courts-métrages Migr@tions
Visionnez les films en ligne:
www.rciviva.ca

JAB
CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi:

Pages de gauche

Case postale 7126 - 1002 Lausanne

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

La grève, c'est «pas d'chez nous»... parole!

Avant même l'éclatement de la grève générale, la presse bourgeoise met toute agitation sociale sur le compte de mystérieux «agitateurs étrangers» importés de Moscou. Petit florilège extrait de *La Gazette de Lausanne*, journal d'opinion proche du parti libéral.

«Comme j'avais raison dans ma dernière correspondance de dire que nous étions sous la menace constante de grèves fomentées par des agitateurs qui rêveraient de faire de notre ville [Zürich] un terrain de culture de leurs menées bolchevistes. Je ne croyais pas que les faits me donneraient si vite et si complètement raison. Nous semblions être dans un état de sécurité complète quand brusquement le grève des employés de banque a éclaté. (...)»

Compte-rendu du correspondant zurichois de *La Gazette* (04.10.1918) lors de la grève des banquiers – connus pour être un terreau fertile des «menées bolchevistes».

«Il faut agir sans tarder si l'on veut encore sauver la Suisse d'un des plus grands périls qui l'ait menacé depuis quatre ans.

Il y a chez nous des hommes, fortement organisés et abondamment munis d'argent, qui travaillent méthodiquement, et sans être inquiétés, à la ruine de la Suisse. Ces hommes, des étrangers, sont aidés dans leur œuvre criminelle par des Suisses, qui préparent ouvertement la révolution et attendent le moment propice pour établir dans notre pays, à la faveur d'une surprise, la dictature d'une oligarchie sanguinaire, à la russe. (...)»

Le langage de nos journaux socialistes fait frémir. Les appels à la lutte des classes, à la guerre civile, à la révolution armée s'y multiplient, de même que les panégyriques de Lénine et de Trotsky. Et, dans tous ces articles qui puent l'inspiration étrangère, on perçoit un ton qui n'est pas «de chez nous», qui est en contradiction avec nos mœurs et avec tout notre passé. (...)»

Gazette de Lausanne, 2 novembre 1918.